

## LES FAITS MARQUANTS DES OS 24 & DU GTS: MARDI 23 MAI 2006

Les groupes de contact et les consultations officielles se sont poursuivis, tout le long de la journée du mardi, sur de nombreux sujets, notamment l'adaptation, le Fonds pour l'Adaptation, les dispositions pour les réunions intergouvernementales, le déboisement, l'édition 2006 des Lignes Directrices du GIEC et les produits ligneux récoltés, les privilèges et immunités, et le Fonds Spécial Changements Climatiques. En outre, dans un séminaire en session, tenu sous le thème de l'atténuation relativement à l'agriculture, les forêts et le développement rural. Le soir, le GTS s'est réuni de nouveau en plénière après les discussions officielles menées le matin.

### GRUPE DE TRAVAIL SPECIAL

Mardi soir, le GTS s'est réuni de nouveau en plénière. Evans Njewa (Malawi) a été élu rapporteur du GTS. Le Président, Michael Zammit Cutajar, a commencé par inviter la société civile à présenter ses déclarations. CAN INTERNATIONAL a fait part de sa profonde préoccupation face à l'absence de tout sentiments d'urgence et a souligné la nécessité d'un programme de travail intense assorti de réunions intersessions et de dates butoirs. Le représentant des CONSEILS DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE POUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE a encouragé la réalisation d'un accord sur la seconde période de l'engagement, d'ici 2008, au plus tard, et d'un cadre à long terme en phase avec le cycle d'investissement, ainsi que l'utilisation du MDP et d'autres mécanismes du marché. Le porte-parole des GROUPE DU SECTEUR COMMERCE ET INDUSTRIE a encouragé les parties à poursuivre un cadre à long terme et a mis l'accent sur les mesures incitatives de marché, la recherche scientifique, l'adaptation et la technologie.

Résumant les discussions menées durant les consultations officielles tenues ces derniers jours, le Président Zammit Cutajar a expliqué que le point de mire du groupe est l'établissement de nouveaux engagements sur les parties visées à l'Annexe I à travers l'amendement de l'Annexe B. Il a indiqué qu'entre autres sujets examinés jusque-là, il y a lieu de citer: les questions juridiques; une date limite pour le GTS; la nécessité de données sur les thèmes scientifiques et socioéconomiques avant l'établissement de nouveaux objectifs; la "vérification de la réalité" de l'évolution des émissions; la tenue d'un séminaire à Nairobi; l'évaluation de l'application du Protocole; et le calendrier des travaux.

Le G-77/CHINE et le GROUPE AFRICAIN ont déclaré qu'un accord sur l'emploi du temps du GTS est nécessaire, compte tenu du délai requis pour la ratification. L'ARABIE SAOUDITE a souligné que le processus devrait être conduit par les parties. L'UE a déclaré que la liste du Président pourrait être utile dans l'encadrement des travaux et a identifié les questions "quoi" et "où" comme étant les principales questions procédurales. Appelant à une analyse scientifique, le JAPON a déclaré que les travaux du GTS devraient être basés sur la science et a indiqué que "la conclusion d'un marché politique ne résoudra pas le problème." La NOUVELLE ZELANDE a souligné la nécessité de vérifier

comme il se doit, les données scientifiques pour prévenir l'invocation de la science de manière sélective, par les pays. La FEDERATION DE RUSSIE a appelé à un dialogue constructif et le BELARUS a déclaré que l'Annexe B ne devrait pas être un "club privé," mettant en relief les efforts fournis par son pays pour honorer ses engagements de réduction d'émissions. La SUISSE a souligné l'influence mutuelle des différents processus sur les engagements futurs et a appelé à la tenue d'un forum pour un dialogue franc et complet. Le CANADA a indiqué que l'analyse devrait englober les leçons apprises de la mise en application des politiques de lutte contre les changements climatiques.

### GROUPES DE CONTACT

**ADAPTATION:** Les consultations officielles sur le programme de travail quinquennal sur l'adaptation se sont poursuivies tout le long de la journée, la Coprésidente Plume présentant, en fin d'après-midi, les projets de conclusions de l'OSAST, et le Secrétariat présentant une estimation préliminaire des ressources sécurisées supplémentaires requises pour le programme de travail, jusqu'à décembre 2007. Les délégués ont poursuivi leurs concertations officielles sur le nouveau texte, tard dans la nuit.

**FONDS POUR L'ADAPTATION:** Les délégués se sont réunis à titre officieux, le matin, et en groupe de contact, l'après-midi, pour débattre du texte des Coprésidents qui compile les points de vue des parties sur l'opération du Fonds, et pour ajouter de nouvelles options au texte, mais pas pour en négocier la formulation. Ce texte de collationnement est destiné à former une plateforme pour les négociations aux OS 25. Des débats ont eu lieu sur le libellé consacré à l'adhésion des organes d'administration, la part de recette et autres financements et, en particulier, les critères d'éligibilité. S'agissant des critères d'éligibilité, le BRÉSIL a proposé d'ajouter un libellé faisant référence aux pays en développement parties et aux régions enclins à des événements météorologiques sévères et un libellé tiré de l'Article 4.8 de la Convention, consacré aux pays dotés de zones forestières et de forêts en déclin, à la liste des parties devant bénéficier d'un traitement prioritaire par le Fonds. L'AFRIQUE DU SUD et la COLOMBIE ont déclaré qu'une liste n'est pas nécessaire, étant donné que la formulation d'ordre général proposée pour l'éligibilité est compatible avec l'Article 12.8 du Protocole de Kyoto (Mécanisme pour un Développement Propre). La MICRONÉSIE a souligné le besoin d'être en cohérence avec la formulation retenue dans l'Article 12.8. Les discussions se poursuivront, à titre officieux, mercredi matin avant que le groupe de contact se réunisse de nouveau.

**DISPOSITIONS POUR LES REUNIONS INTERGOUVERNEMENTALES:** Mardi soir, les délégués se sont réunis dans un groupe de contact et ont procédé à des échanges de vues sur les projets de texte portant sur l'organisation de la CdP 12 et la CdP/RdP 2, les périodes des sessions futures, le réexamen des dispositions prises pour la CdP 11 et la CdP/RdP 1, et l'organisation du processus intergouvernemental. Au sujet de la CdP 12 et la CdP/RdP 2, les parties se sont concentrées sur le nombre de détails à fournir dans les orientations concernant l'organisation de la

réunion. Le G-77/CHINE a suggéré de supprimer la phrase qui proposait de "limiter la durée des réunions du groupe et de raccourcir la pause déjeuner à une heure." L'UE a préféré ne pas perdre trop de suggestions particulières. Les parties se sont accordées d'une manière générale sur la limitation des réunions de soirée et de nuit, même s'il y a eu quelques divergences sur le point de savoir jusqu'à quelle heure les réunions pourront aller d'une manière générale, l'Australie, les ETATS-UNIS et le G-77/CHINE préférant une heure limite allant jusqu'à 18 h 00, à l'exception de cas extrêmes.

Au sujet des heures de travail aux futures réunions, le délégué des ETATS-UNIS a suggéré un texte recommandant la tenue des réunions pendant les heures de travail normales des Nations Unies. Il a également suggéré de terminer les OS jeudi au lieu de vendredi.

Il y a eu aussi un débat sur la participation des Etats observateurs dans les consultations officielles dans les réunions futures. L'Australie a fait objection au libellé stipulant que les parties à la Convention pourraient participer dans les consultations officielles au titre du Protocole à moins que les parties au Protocole n'y fassent une "objection officielle," arguant que les parties à la Convention sont toujours en mesure de participer. L'UE a suggéré de souligner la pratique émergente de l'insertion. De nouvelles discussions auront probablement lieu, mercredi.

**DEBOISEMENT:** Le groupe de contact s'est réuni pour sa séance de clôture, consacrée à la finalisation du texte déjà approuvé dans les consultations officielles tenues le jour précédent, sur la portée du prochain séminaire. Les parties se sont accordées sur les conclusions et ont décidé de les transmettre à l'OSAST pour adoption.

**PRIVILEGES ET IMMUNITES:** Dans ce groupe de contact, les délégués ont procédé à l'examen des nouvelles propositions pour le texte présentées par le Président et par le Brésil, qui établissent diverses options pour la protection des personnes servant dans des corps constitués dans le cadre du Protocole. Le Président Watkinson a reconnu l'existence d'un large appui pour la poursuite des consultations avec le bureau du Secrétaire Général sur la Convention de 1946 sur les Privilèges et Immunités des Nations Unies. Les délégués ont convenu que d'autres options, établies dans le texte, sont de valeur, mais n'ont pas soutenu leur intégration dans les conclusions de l'OSMCE. Le Président Watkinson élaborera des projets de conclusions de l'OSMCE, à examiner dans les consultations officielles, mercredi matin.

**FONDS SPECIAL CHANGEMENTS CLIMATIQUES:** Les délégués se sont réunis dans un groupe de contact, dans la soirée, puis se sont répartis dans des consultations officielles, pour y débattre du texte consacré aux activités de financement établies dans la Décision 7/CP.7, paragraphe 2 (d) (financement au titre de la Convention), avant de retourner dans le groupe de contact. Synthétisant les consultations officielles, de nombreux participants ont noté qu'un progrès a été accompli dans la compréhension des vues des autres parties, mais qu'aucune avancée n'a été enregistrée sur le texte. Les délégués ont approuvé les conclusions proposées par l'OSMCE, qui notent que l'OSMCE 25 poursuivra les délibérations sur ce sujet, en s'adossant sur le texte produit à l'OSMCE 22.

### CONSULTATIONS OFFICIEUSES

**EDITION 2006 DES LIGNES DIRECTRICES DU GIEC ET PRODUITS LIGNEUX RECOLTES (PLR):** Les consultations officielles se sont poursuivies sur l'édition 2006 des Lignes Directrices et les PLR. Les discussions ont été axées sur les points de savoir s'il fallait appeler les parties à faire des soumissions concernant leurs vues sur l'édition 2006 des Lignes Directrices, et si les PLR devaient être examinés dans le cadre des Lignes Directrices encadrant les inventaires ou comme un point plus large de l'ordre du jour. Les parties ont décidé de poursuivre l'examen de ce thème à l'OSAST 26.

### SEMINAIRE SUR L'ATTENUATION: AGRICULTURE, FORETS ET DEVELOPPEMENT RURAL

Un séminaire en session consacré à l'atténuation en rapport avec l'agriculture, les forêts et le développement rural, a été convoqué mardi. Le Président de l'OSAST, Kumarsingh, a expliqué que le séminaire est le premier d'une série de cinq séminaires consacrés à l'examen des aspects scientifiques, techniques et

socioéconomiques de l'atténuation pour améliorer l'application de la Convention. Il a souligné que le séminaire était articulé autour de quatre propositions avancées par les parties et qu'il représenterait diverses perspectives émanant à la fois des pays industrialisés et des pays en développement.

Quatorze présentateurs ont examiné les pratiques actuelles et les perspectives à venir de l'atténuation dans les secteurs des forêts et de l'agriculture, dans diverses parties de la planète. Les sujets particuliers examinés ont englobé le potentiel économique des options offertes en matière d'atténuation (tels que la fixation du dioxyde de carbone dans les forêts aux Etats-Unis, les partenariats du secteur de l'industrie, en tant qu'exemple d'approche réussie dans le secteur agricole australien, et le non tillage en tant que pratique importante pour la fixation du dioxyde de carbone aux Etats-Unis. Les présentateurs ont également examiné: l'utilisation des bioassimilateurs et les besoins futurs en matière de technologies pour l'atténuation et le développement rural, en Chine; les co-avantages de l'atténuation en terme de conservation de la biodiversité et d'allègement de la pauvreté; les perspectives de la réalisation de la gestion durable des forêts dans le cadre de la Convention; l'état actuel des techniques de suivi des réductions des émissions provenant du déboisement dans les forêts tropicales; la contribution des politiques de développement rural et agricole communes de l'UE, dans le traitement des changements climatiques; les options potentielles d'atténuation des émissions des bétails en Nouvelle Zélande; et les expériences tirées de l'utilisation moderne de la biomasse dans le secteur de l'électricité, au Danemark.

Dans le débat qui a suivi, quelques participants ont fait part de leurs réserves concernant la comparabilité du potentiel de l'atténuation estimée du secteur agricole aux Etats-Unis avec celui de l'atténuation estimée d'autres secteurs, et l'impact des effets climatiques sur les potentiels d'atténuation. D'autres réserves exprimées ont porté sur la nécessité de différencier les types de forêts pour la comptabilisation des émissions de déboisement évitées et le manque de données forestières crédibles, dans les pays en développement.

De nombreux participants se sont dits d'avis quant à l'importance des marchés, des structures incitatives et des signaux, en matière de prix, sur l'atténuation, la disponibilité d'une variété d'options d'atténuation, et les co-avantages pour l'allègement de la pauvreté et la conservation de la biodiversité, offerts par les options d'atténuation. D'autres ont remis en question la reproductibilité des schémas agricoles et de développement rural, de l'UE à l'échelle mondiale. Les délégués ont également débattu de la possibilité, dans l'industrie des secteurs de l'agriculture et de l'élevage, de l'UE, d'une consolidation similaire à celle effectuée dans le secteur agricole des Etats-Unis, et les effets sur l'atténuation ou mitigation. Le Vice-président de l'OSAST, Amjad Abdullah, a clos la session en indiquant qu'un résumé du rapport de la session sera mis à disposition à l'OSAST.

### DANS LES COULOIRS

Les conséquences de la lenteur des progrès accomplis aux OS 24 ont été abordées dans les couloirs, mardi, alors que de nombreux délégués ont passé la journée à courir entre les diverses réunions de groupes de contact et de consultations officielles. Les optimistes ont souligné que bien que les progrès aient été lents, quelques mouvements ont pu être détectés sur des sujets tels que le financement et la rationalisation du programme de travail quinquennal sur l'adaptation. Cependant, ceux d'une persuasion plus cynique ont perçu les choses d'une manière un peu différente, en particulier, sur le front du financement. De nombreux participants ont suggéré que la taille grandissante et la portée des textes de compilation élaborés pour les OS 25, risquent plutôt d'ajouter aux, que de retrancher des, nombreuses heures de travail nécessaires à Nairobi. Plutôt la résignation que la surprise a semblé être l'humeur générale, particulièrement dans les rangs des vétérans. "Vous attendiez quoi?" a demandé l'une des vieilles mains dans le processus, ajoutant, "il semble que ni la volonté de résoudre beaucoup de choses, ni les organes capables de le faire, ne sont présents."

Même la session plénière du GTS a suscité moins d'intérêt que certains avaient anticipé, de nombreux participants signalant l'absence, dans les rangs des parties, de l'élan nécessaire à faire avancer plus vite que cela, les questions à l'ordre du jour.